

**MICHEL HUSSON.** Cet économiste a réalisé un audit de la dette publique grecque depuis les années 1980 quand elle n'était que de 20% du PIB. L'explosion ultérieure ne relève pas de la gabegie.

# « Taux d'intérêt abusif et baisse des recettes »



Hier, le Parlement grec a officiellement mis en place la commission d'audit de la dette publique grecque annoncée le 4 mars dernier. Cette commission est indépendante et composée de personnalités internationales dont Eric Toussaint, président du Collectif pour l'abolition de la dette du Tiers Monde (CADTM). Le Collectif français d'audit citoyen de la dette propose une contribution avec l'étude réalisée par l'économiste Michel Husson. Entretien avec l'auteur.

## **Vous avez analysé la dette grecque sur le long terme. A partir des années 1970?**

Il était important de remonter dans le passé car la Grèce a abordé la crise de 2007 avec une dette importante, héritée de ce passé. Globalement, jusqu'aux années 1980, cette dette était d'un niveau raisonnable (20% du PIB) et stable durant plusieurs années. Ce n'est qu'alors qu'elle connaît une progression, forte, qui durera jusqu'en 1993. Cette hausse résulte notamment des taux d'intérêt extravagants qui sont alors appliqués, pouvant atteindre les 15/20% et qui ont un effet « boule de neige ». Mais aussi de la chute des recettes publiques. Après l'entrée dans la zone euro, il y a une période « d'euphorie », les taux d'intérêt convergent et le pays peut emprunter plus facilement d'autant que les banques sont complices en affirmant que la dette était soutenable, et il y a une politique clientéliste menée tous azimuts, faisant baisser les impôts et les cotisations sociales.

## **Dans l'hypothèse de taux corrects et de recettes maintenues, qu'elle aurait été la situation de la dette grecque en 2007?**

L'impact des taux d'intérêt est de 40,9 points de PIB et celui des recettes de 16,9 points. En cumulant un niveau de recettes maintenu et des taux n'excédant pas 3%, la dette aurait été de 45,3% du PIB. Il ne faut pas oublier que c'est précisément cette dette élevée qui a rendu la Grèce aussi sensible à la crise de 2008.

**Mais le gouvernement aurait-**



**Taux d'intérêt corrects et recettes fiscales maintenues auraient établi la dette à 45% du PIB en 2007. La crise aurait été vécue autrement.**

PHOTOS DR

## **il pu refuser les taux abusifs?**

Oui, en trouvant d'autres financements, en obligeant les banques privées à détenir de la dette publique, en jouant sur la fiscalité ou encore en monétisant cette dette, c'est-à-dire en faisant tourner la planche à billet. Cette dernière option n'était plus possible à partir de 2001, date à laquelle la Grèce est entrée dans la zone euro, acceptant la règle d'interdiction de financement de la dette par la banque centrale.

## **A partir de 2007, il y a une nouvelle augmentation et en 7 ans, la dette passe de 103 à 175% alors même que la troïka est à la manœuvre?**

Les taux d'intérêt augmentent à nouveau et l'effet « boule de neige » recommence. De plus le PIB chute et comme la dette est calculée en rapport avec ce PIB, il y a une augmentation mécanique.

## **L'étude chiffre aussi la dette illégitime?**

La dette qui n'a pas été contractée dans l'intérêt général. Quand

le gouvernement ne cherche pas des financements alternatifs aux taux abusifs proposés, il ne procède pas dans le sens de l'intérêt général. Idem quand il accorde des cadeaux fiscaux dans le cadre de la structure fiscale, quand les grandes entreprises, les armateurs, les grands propriétaires fonciers, l'église orthodoxe... sont ainsi exemptés d'impôt. C'est une appréciation politique qui aboutit à conclure que 56% de la dette grecque pourrait être considérée comme illégitime.

## **Une appréciation politique qui rejoint des considérations économiques puisque certains, y compris parmi des libéraux estiment qu'il est impossible d'exiger le remboursement de la dette?**

Parce qu'en payant cette dette la Grèce ne peut pas sortir de la récession. Le pays devrait par exemple investir dans des secteurs nouveaux. Or, là, il ne peut pas le faire. La Grèce est plombée par cette dette, sans oublier qu'il y a un aspect antidémocratique :

qui décide de la politique menée?

## **Que pensez-vous de l'argument de la dette de guerre allemande vis-à-vis de la Grèce?**

C'est comparable mais il s'agit là d'une histoire ancienne. Cette annulation est liée à la guerre précédente car le paiement de la dette de guerre avait alors beaucoup pesé sur la montée du nazisme. Il s'agissait aussi de faire redémarrer l'économie européenne et c'était finalement un calcul d'intérêt capitaliste bien compris.

## **Des éléments qui peuvent sembler d'actualité?**

C'est pour cela qu'il me semble que c'est un argument essentiellement rhétorique. L'occasion de rappeler que ce qui a été une bonne idée en 1953 pourrait l'être aujourd'hui. Un autre élément doit aussi être rappelé : à l'occasion de la réunification allemande, beaucoup d'argent a été investi. Or, aujourd'hui, on refuse les transferts qui seraient pourtant le seul moyen de faire fonctionner cette zone euro.

## **Taux d'intérêt élevé, baisse des recettes fiscales : des éléments que l'on retrouve ailleurs?**

Dans des mix différents. La France a ainsi aussi connu des taux d'intérêt élevé, mais moitié moins élevés. En France comme ailleurs en Europe, la stratégie néo libérale se développe depuis deux décennies consistant à baisser les recettes, à affirmer ensuite qu'il y a des déficits et qu'il faut donc baisser les dépenses. En Grèce, on a atteint les limites.

Ce qui me semble particulièrement scandaleux dans le discours actuel est l'affirmation du succès de l'entreprise ! La Grèce a été mise au fond du gouffre et quand elle remonte enfin de quelques millimètres, on affirme que c'est une réussite et que le pays redémarre. Il y a ici quelque chose d'obscur. Le discours est identique sur l'Espagne. Mais son redémarrage se fait au détriment d'autres pays de la zone euro. Un jeu à somme nulle en sorte dont on ne saurait se réjouir.

ANGÉLIQUE SCHALLER